



Comité technique local du 21 juin 2013

Monsieur le Directeur,

Dans le rapport annuel 2012, vous vous félicitez une nouvelle fois de la qualité et de la densité du dialogue social.

Nous sommes loin de partager votre analyse.

En effet, nous sommes de nouveau contraints de constater que le dialogue social est un concept totalement ignoré de notre Direction départementale.

On a pu croire que nos interventions nombreuses avaient enfin réglé les problèmes, notamment en matière de réglementations applicables (consultation préalable des acteurs de prévention...).

Mais aujourd'hui, force est de constater que vous bafouez à nouveau les droits des agents, en tentant vainement de museler leurs représentants et de faire passer les différentes instances (CTL et CHSCT) pour de simples chambres d'enregistrement !

Pire, vous allez même jusqu'à oser publiquement affirmer lors du dernier CTL que, si le rapport des acteurs de prévention sur un projet de déménagement ne va pas dans le sens de l'administration, c'est tout simplement parce qu'il a été commandé par les organisations syndicales : **de tels propos sont purement et simplement inadmissibles !!!**

Lors de la même séance, alors que vous affirmiez qu'il n'y avait aucun autre déménagement de trésoreries prévu pour l'instant... nous recevions le soir même une proposition de groupe de travail sur... le déménagement de la Trésorerie du Perreux ?!?

Comme si cela ne suffisait pas, cette réunion était proposée dès le lundi suivant, sans qu'aucun document ne nous soit communiqué.

Par après, vous nous informiez vouloir soumettre ce projet au vote dès le 27 juin, malgré l'envoi – à nouveau – *in extremis* des documents de travail.

Que dire d'une telle précipitation face à un projet de déménagement prévu... pour septembre 2014 !

A moins que le seul objectif soit de ne pas nous permettre, en notre qualité de représentant des personnels, de pouvoir travailler dans des conditions correctes, de contacter les collègues concernés, les élus locaux et d'alerter le ministère de vos projets (...).

Les élus des organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT et FO du Val-de-Marne, face à ce comportement, ont décidé de ne pas siéger à ce CTL et exigent l'instauration d'un véritable dialogue constructif !